



un programme conjoint
OMCT **fidh**
Réseau SOS-Torture
L'Observatoire pour la
Protection des Défenseurs
des Droits de l'Homme



DEFENDDEFENDERS
East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project



DJIBOUTI : Représailles contre le défenseur Kadar Abdi Ibrahim à son retour d'une visite de plaidoyer à Genève

Kampala-Johannesburg-Paris-Genève, le 18 avril 2018 - DefendDefenders, CIVICUS et l'Observatoire dénoncent les actes de représailles à l'encontre du défenseur des droits humains M. Kadar Abdi Ibrahim en amont du grand oral du gouvernement djiboutien devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.

Le 15 avril 2018, deux jours après être rentré de Genève, où il avait mené des activités de plaidoyer en amont de l'Examen périodique universel (EPU) de Djibouti, qui se tiendra le 10 mai prochain devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, M. **Kadar Abdi Ibrahim**, membre de l'Observatoire djiboutien pour la promotion de la démocratie et des droits humains (ODDH) et Secrétaire-général du Mouvement pour la démocratie et la liberté (MoDEL), a été brièvement détenu et son passeport confisqué par des agents du Service de la documentation et de la sécurité (SDS) qui ont effectué une descente à son domicile. Les agents du SDS n'ont fourni aucune raison à son arrestation et à la confiscation de son passeport. M. Abdi Ibrahim se trouve depuis dans l'impossibilité de quitter le pays.

« Que Djibouti cherche à faire taire les rares voix qui dénoncent les violations des droits humains commises dans le pays montre à quel point le pouvoir d'Ismail Omar Guelleh est intolérant à toute critique », dénoncent nos organisations. « L'examen du 10 mai 2018 doit être utilisé pour faire la lumière sur la grave situation qui prévaut dans le pays et exiger des réformes qui permettent de garantir la protection et la promotion des droits humains ».

M. Abdi Ibrahim avait voyagé à Genève (Suisse) du 9 au 12 avril 2018 pour y mener des activités de plaidoyer, y compris en présentant les recommandations issues d'un [rapport](#) conjoint Defend-Defenders/CIVICUS/FIDH et en participant à la « pré-session » organisée par l'ONG UPR Info le 10 avril. Lors de son séjour, il a également rencontré des représentants d'une dizaine d'États ainsi que du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH).

DefendDefenders, CIVICUS et l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (un partenariat FIDH-OMCT) appellent les autorités djiboutiennes à mettre un terme à toute forme de harcèlement et de représailles à l'encontre de M. Kadar Abdi Ibrahim et de l'ensemble des défenseurs des droits humains dans le pays et à lui restituer son passeport.

Plus généralement, nos organisations appellent les autorités djiboutiennes à se conformer aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1998, à celles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits humains ratifiés par Djibouti.

Contacts :

- Pour DefendDefenders : Nicolas Agostini, Représentant auprès des Nations Unies, +41 79 813 49 91 / geneva@defenddefenders.org
- Pour CIVICUS : Clémentine de Montjoye, clementine.demontjoye@civicus.org / +33 6 58 56 26 50
- Pour la FIDH : Samuel Hanryon : +33 6 72 28 42 94
- Pour l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) : Delphine Reculeau : +41 22 809 49 39 / dr@omct.org